

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 07/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Sarp Sud-Ouest

ZA de Braille Ouaille
86170 Yversay

Références : 2026 17 UbD16-86 ENV86
Code AIOT : 0007203745

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement Sarp Sud-Ouest implanté ZA de Braille Ouaille 86170 Yversay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 04/12/2025 a été réalisée dans le cadre de l'action régionale "Sécheresse", action visant à identifier les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) consommant plus de 10 000 m³ d'eau par an, toutes matrices confondues (eau de surface, eau de ville, eau souterraine).

Pour les exploitants concernés, il est contrôlé le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, relatif aux mesures de restriction en période de sécheresse

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sarp Sud-Ouest
- ZA de Braille Ouaille 86170 Yversay
- Code AIOT : 0007203745
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site d'Yversay, créé en 1993, est soumis à autorisation pour le transit et le regroupement de déchets dangereux. 20 personnes travaillent sur ce site qui gère une douzaine de camions. Sarp Sud-Ouest, filiale de VEOLIA, réalise des prestations d'assainissement et de collecte de déchets dangereux. La zone de collecte des déchets concerne le 86 et le nord du 79. Les déchets dangereux collectés sont transférés vers les centres de traitement SNATI, SCORI, SNAM et SIAP, respectivement dans les départements 17, 79, 85 et 33. Le site est certifié ISO 14001 depuis 2008.

L'autorisation d'exploiter a été initialement accordée à Assainissement Vidange Service du Poitou (AVSP) en 1993. Le site a ensuite changé d'exploitant et a fait l'objet d'une nouvelle procédure d'autorisation ayant donné lieu à l'arrêté d'autorisation n° 2013-DRCL/BE-100 du 21 mars 2013. Cet arrêté a par la suite été complété par les arrêtés préfectoraux suivant :

- arrêté n° 2015-DRCLAJ/BUPPE-217 du 5 octobre 2015 : mise à jour du classement des installations et des prescriptions suite à la parution de la directive ;
- arrêté n° 2017-DCPPAT/BE-202 du 18 décembre 2017 : mise à jour du classement et dérogation sur les distances d'éloignement ;
- arrêté n° 2021-DCPPAT/BE-106 en date du 10 mai 2021 : actualisation des prescriptions suite au réexamen IED.

Il est soumis à la directive IED, le BREF1 principal applicable étant le BREF « traitement des déchets » (BREF WT, pour « waste treatment »).

Sarp Sud-Ouest exploite également, à 1 km au sud-ouest du site d'Yversay, sur la commune de Villiers, des lagunes de stockage des matières récupérées lors des vidanges des fosses septiques, fosses toutes eau et fosses étanches.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'est pas soumis aux exigences de l'arrêté ministériel "sécheresse" du 30 juin 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prescriptions sécheresses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
Thème(s) : Risques chroniques, Applicabilité
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
Constats : D'après l'exploitant, la consommation annuelle d'eau, exclusivement provenant de l'AEP est inférieure à 10 000 m ³ . Elle est presque intégralement dédiée à un usage sanitaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de confirmer le niveau de consommation d'eau, l'exploitant transmet ses factures d'eau des 2 dernières années sous 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours